

« Au-delà de 5 % de fraudeurs, la cohésion sociale est menacée »

Alerte. Pour Alain Lambert, l'ancien ministre du Budget de Jacques Chirac, la fraude est une trahison.

Le Point : Pourquoi le président de la République s'empare-t-il aujourd'hui du thème de la fraude ?

Alain Lambert : C'est une figure de dialectique classique : esquiver une responsabilité en désignant un autre responsable, en l'espèce le contribuable. Cela évite trop de questions sur la structure fiscale résultant de ses choix. Cela fait sérieux à Bruxelles par rapport à la Grèce. Enfin l'opinion publique, en période de crise, a besoin d'être rassurée sur les questions de justice, de cohésion sociale et sur la capacité de l'Etat à exercer son autorité. **François Hollande considère qu'agiter l'épouvantail de la fraude c'est opposer les Français aux Français...** Oui, le débat n'oppose plus frontalement les responsables politiques, mais les citoyens entre eux. Ce n'est cependant pas totalement malsain, car un fraudeur doit savoir qu'il vole sa famille, ses amis et ses voisins tout autant que l'Etat.

L'ancien ministre du Budget que vous êtes considère-t-il que la fraude vide les caisses de l'Etat ?

C'est un manque à gagner incontestable. Pour autant, le « tout- contrôle » ne suffit pas. Si l'impôt est confiscatoire, le contribuable s'esquivera toujours.

Selon vous, où sont les « grands gisements » de fraude ?

Statistiquement, cela a toujours été d'abord l'impôt sur les sociétés, puis la TVA.

La lutte contre la fraude peut- elle rapporter davantage que la lutte contre les gaspillages et les abus ?

Il faut mener les deux luttes de pair. Ces deux phénomènes ne sont pas étrangers l'un à l'autre et participent du même processus de déclin du sens civique et des finances publiques. La fraude est estimée entre 15 et 40 milliards d'euros. Alors que le coût des gaspillages, abus, bureaucratie, défaut de gouvernance en tout genre est de l'ordre de 100 milliards si on nous compare à un pays au même standard social, comme l'Allemagne.



Alain Lambert Président du conseil général de l'Orne, spécialiste des questions budgétaires et financières.

La France fait partie des pays où frauder est un sport national. D'où vient ce comportement ?

La France ne peut être considérée comme laxiste en termes de lutte contre la fraude fiscale. Elle est même, avec les Etats-Unis et l'Allemagne, un des pays le plus actifs. La France et les Pays-Bas, avec des systèmes différents, récupèrent la même proportion de redressements. Notre système de prélèvement est trop complexe, mais celui de recouvrement est efficace. C'est ce qui nous vaut une bonne notation pour trouver rapidement des recettes quand le pouvoir politique le décide.

La lutte contre la fraude fiscale est ancienne ; celle sur la fraude sociale est plus récente. Pourquoi ce retard ?

Les causes sont multiples. La complexité est la première d'entre elles et s'aggrave chaque année : les taux sont élevés alors que les assiettes fiscales sont mitées par de multiples exonérations. Le contribuable devient la proie de tous les optimiseurs fiscaux qui fleurissent partout. Parmi les autres raisons, il y a un sentiment d'injustice quand on constate le gaspillage d'un argent prélevé sur le fruit de son travail. Il y a aussi une coopération très insuffisante entre les administrations fiscales et sociales ainsi qu'entre les Etats européens, sans oublier une interconnexion des fichiers sans cesse contrariée par la CNIL. Ces causes peuvent être progressivement levées s'il y a volonté politique. Mais c'est moins spectaculaire que de faire de grands discours sur le renforcement du contrôle.

La fraude est-elle un mal absolu, auquel aucune société ne peut échapper ?

La fraude est le revers de la médaille de l'impôt. Née en même temps que lui, elle était déjà dénoncée dans la Grèce antique ou les Républiques romaines. Elle pose deux problèmes principaux. Le premier est pratique : celui de pertes de ressources qui obligent les honnêtes gens à payer pour les fraudeurs. Le second est moral : c'est une trahison consistant à désarmer son pays et ses compatriotes quand ils sont menacés dans la survie de leur nation. Les sociétés sans délinquants n'existent pas, tout est question de degré : au-delà de 5 % de fraudeurs, la cohésion sociale est menacée.

Comment lutter contre les fraudes dans un monde globalisé ?

C'est l'un des plus grands défis à relever. La mobilité de la population la mieux formée et la plus créatrice de richesse est très grande. Elle s'établira de plus en plus là où le rapport qualité/prix des biens et services collectifs est le meilleur. Le lien entre montant des impôts et qualité des services publics deviendra l'élément principal de la compétitivité entre les pays. Ceux qui ne parviendront pas à rendre compétitives leurs politiques et administrations publiques seront menacés de faillite comme les entreprises.

L'Europe et la France, en particulier, sont dos au mur face à cet enjeu et, sans amélioration de la performance de l'action publique, le niveau de vie des Français pourrait s'effondrer

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK BONAZZA,